



Position de l'association Agir pour l'Environnement

Thème 5 discuté au sein du Groupe des Amis de  
l'ONU

Réponse aux attentes des pays en développement dans  
un contexte budgétaire contraint

Nous avons choisi de faire part de nos propositions sur les possibilités de financement de l'ONU d'une part, et de laisser la parole aux ONG du Sud pour définir leurs « attentes » d'autres part.

## **I. MOYENS DE FINANCEMENT DE L'ONU.**

Il est fondamental que le budget de l'OME soit considérablement renforcé par rapport à celui du PNUE. En tant qu'institution spécialisée des Nations unies, l'OME doit bénéficier d'un budget propre financé sur contributions obligatoires des Etats. Un budget stable permettra à l'OME d'adopter des programmes pluriannuels à moyen et long terme. Dégager des ressources suffisantes de façon pérenne nécessite un transfert budgétaire au moins proportionnel au transfert de compétences. En toute logique, le Fonds pour l'environnement mondial, aux compétences élargies, serait rattaché exclusivement à l'OME. Des ressources supplémentaires pourraient naître d'une taxe Tobin, d'une écotaxe globale ou de donations. A cet égard, le rapport du groupe technique sur les mécanismes innovants de financement (2004) pourrait utilement inspirer les négociateurs de l'ONU. Mais afin de ne pas fonder les ressources de l'OME sur des pratiques qui peuvent nuire à l'environnement, les revenus de ces taxes devraient être affectés à des programmes spéciaux de conservation. De même, les budgets consacrés à l'armement ou à la promotion du nucléaire civil par l'AIEA seraient plus utiles à des fins de protection de l'environnement.

## II. ATTENTES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT : TEMOIGNAGES D'ONG.

« Il faut éviter de créer des dépendances en transférant de l'argent des pays du Nord vers le Sud ».

« Il faut faire le suivi de ce qui est fait pour ne pas régulièrement débloquer de l'argent sur un même problème. Prenons en exemple la formation, lorsqu'une personne est formée, rien n'est mis en œuvre pour assurer que cette personne travaille effectivement dans son pays sur le sujet de formation ».

« On doit avoir les moyens de contourner les personnes corrompues ou du moins contrôler ces contrevenants. Dans certains domaines pour les pays du Sud, ce n'est pas l'argent qui fait défaut, c'est la réalisation du projet : le financement prévu pour un projet n'est pas mis à la disposition de ce projet ».

« Les gouvernements doivent être mis en cause ou du moins prendre leur responsabilité devant les situations désastreuses de la planète ».

« 1. Nous pensons que la formation des délégations à l'environnement est indispensable surtout dans nos pays en développement pour que ces dernières puissent servir de relais à l'OME ou l'ONU dans ses différents secteurs d'intervention.

2. Nos pays ont beaucoup de limites en matière de moyens de financement surtout que la plupart d'entre eux sont en guerre et l'environnement n'est

plus parmi les priorités. C'est ainsi que les services départementaux et les associations de la société civile qui interviennent dans le secteur sont privés de financement. D'où la nécessité de mettre en place une institution de coordination et de financement des actions en faveur de l'environnement dans chaque pays ; cette institution serait financée et suivie par l'OME ou l'ONUE.

3. Le regroupement des sessions des accords internationaux est également indispensable et pourra permettre aux pays en développement de s'exprimer sur les différents accords et aux décideurs de prendre en compte leurs idées. Ce regroupement se ferait en suivant les critères de proximité et de similitudes en matière de l'environnement. Toutes les questions pourraient ainsi être débattues à tous les niveaux et par les concernés. »

« Nous proposons que l'OME développe un département éducation à l'environnement en son sein. Les ministères de l'environnement ont souvent joué un rôle bénéfique dans ce domaine ; ce qui pourrait aussi être le cas pour cette nouvelle organisation mondiale. »<sup>1</sup>

Paris, Décembre 2004

---

<sup>1</sup> Contributions de Global Village Burundi, Action pour la Sauvegarde et la Protection de l'Environnement (Haïti), Réseau Ecole et Nature...